49e ANNÉE. — N° 16.985

DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX

AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.

LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	1 an
Gironde et limitrophes	8 50	16 f.	30 f.
France et Colonies...	9 »	17 f.	32 f.
Etranger.....	10	20 f.	40 f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro — LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE — Le numéro 10 c.

JEUDI 2 JANVIER 1919
SAINT BASILE
SOLEIL : lever 7h42; coucher 4h30
LUNE : P. Q. le 9; pleine le 16

LA PRODUCTION AGRICOLE

Le problème de la production agricole est l'un des plus importants qui se puissent poser à l'heure qu'il est et au lendemain de la guerre.

Les femmes, les enfants, les vieillards, avec un courage et une ardeur qui ont fait l'admiration de tous, ont multiplié leurs efforts pour suppléer à l'absence des cultivateurs mobilisés. Ils ont réussi dans une certaine mesure, mais les forces humaines ont des limites qui arrêtent les meilleures volontés; la nature a des droits et des exigences qu'il faut satisfaire. La production du sol est restée inférieure à la normale; le nombre des terres non cultivées ne diminue pas, et nous continuons à nous alimenter avec les produits des différentes parties du monde.

Dans une longue et très retentissante discussion, le Sénat s'est récemment occupé de cette situation, dont la gravité n'échappe à personne et qui, explicable et éventuelle pendant la guerre, ne saurait se prolonger en période de paix, et nous laisser, au poids de l'or, tributaire des pays étrangers.

La question de la main-d'œuvre, qui apparaît comme le pivot de la réorganisation à tenter, a été envisagée sous toutes ses faces par les différents orateurs qui ont pris part aux débats de l'interpellation Martinet.

Ceux-ci ont été d'accord dans leurs critiques de l'incohérence qui a trop souvent présidé à l'emploi des prisonniers de guerre comme auxiliaires de la culture; tous ont été unanimes pour demander que le départ de ces prisonniers affectés aux grands travaux des régions libérées, soit compensé par la collaboration la plus large possible des démobilisés et par l'utilisation immédiate de quantité d'hommes inutilisés à l'arrière-garde des armées.

Portant leurs regards plus loin que la période présente, quelques sénateurs ont insisté sur les mesures à prendre pour retenir demain à la terre ceux qui en avaient été éloignés par le devoir patriotique : sacrifices de la part des propriétaires, à l'effet d'installer des ouvriers agricoles avec leurs familles dans de petites maisons assez confortables pour les fixer au pays; mesures d'ordre législatif tendant à l'amélioration de la situation matérielle et morale du travailleur agricole; logements, instruction, distractions, tout ce qui est de nature à enrayer le mouvement d'abandon du sol.

Quelle que soit l'importance capitale de l'augmentation de la main-d'œuvre, elle ne saurait suffire.

Le sol est fatigué et anémié; il faut lui rendre ses forces. Il perd chaque année, depuis 1914, un peu plus de sa fertilité, parce qu'on ne répare pas les dommages qu'il subit, parce que la terre a faim et qu'elle ne reçoit pas les aliments nécessaires à son entretien. Il est indispensable de doter au plus tôt l'agriculture, dans des conditions de bon marché appréciable, des engrais grâce auxquels reviendra la fécondité du sol.

Nous rencontrons ici l'éternel obstacle de la difficulté des transports; mais, des explications fournies par le ministre du ravitaillement, il semble résulter que cet obstacle ne sera pas longtemps insurmontable.

Ayant des bras à sa disposition, pourvue d'une quantité d'engrais suffisante, notre agriculture pourra s'orienter vers des méthodes nouvelles, avec des procédés mécaniques qui lui permettront d'intensifier la production et de mettre le rendement du blé de France à la hauteur de la supériorité de son sol.

De là la nécessité de compléter, d'améliorer, de transformer la fabrication du matériel agricole, en affranchissant les constructeurs de machines des servitudes de tous genres qui paralysent leur activité. On obtiendra facilement ce résultat en faisant de nos usines de guerre des usines de paix, ce qui permettrait de procurer à nos campagnes un outillage mécanique à des prix raisonnables.

Sur tous les points soulevés, le ministre de l'agriculture a fourni des explications ou fait des promesses qui ont paru satisfaisantes au Sénat, et, par un vote de confiance, il s'en est remis au gouvernement du soin de prendre les mesures nécessaires en vue d'améliorer la production agricole.

Il importe que ce ne soient pas là de vaines paroles, et que des actes significatifs viennent sans retard confirmer ces engagements.

Invité, il y a quelques jours, à assister à Mayence au premier passage du Rhin par l'armée française, M. Gabriel Hanotaux parcourait en automobile la Prusse rhénane. A un moment donné, sa voiture fut arrêtée par de véritables « barrages » de poules. « Quand on pense, dit M. Hanotaux, que la poule se nourrit des mêmes grains que l'homme, cela donne à réfléchir. Les chevaux, attelés aux voitures, aux charrues, aux machines agricoles, sont partout, dans les champs et sur les chemins... Et les fumiers! Ah! les fumiers, entassés et fumants. Fumiers révélateurs! On ne voit que quelques vaches, quelques moutons; des bœufs, davantage. Mais les beaux fumiers malodorants, si récemment entassés dans les cours de fermes et prêts à partir pour les champs? Les vaches sont quelque part. Ces fumiers ne sont pas venus tout seuls!... Les champs sont bien tenus, tous cultivés, pas un are de terre abandonné. La vigne labourée, sarclée, rattachée, bichonnée; pas un sarment traînant, la paille des liens est toute fraîche. A perte de vue, dans la vallée qui s'élargit, le damier des champs alterne ses carreaux verts et roux; le blé frissonne aux premières brises de l'hiver; il est fort et bien enraciné. Je pense à nos terres, à nos malheureuses terres incultes; à nos champs — noirs de chardons. »

Si, malgré la guerre, l'agriculture ennemie peut présenter un pareil spectacle, à quels résultats ne doit pas aboutir, si elle est intelligemment secondée, l'agriculture française, avec les populations intelligentes et laborieuses dont elle dispose, sous le climat le mieux approprié, sur le sol le plus riche et le plus fécond qu'on puisse désirer?

Pierre DEVAL.

Ce que disent les Journaux

UN GRAND FRANÇAIS

Du drame sanglant et glorieux que vient de vivre la France, chacun de nous n'a connu qu'un aspect ou un épisode. Ceux qui avaient charge de nous conduire, ministres et généraux, en ont vu de plus vastes étendues, mais pendant un temps seulement. Mais, comme le dit M. Jules Sauerwein dans le **Matin**, il est un homme cependant qui des hauteurs où ses fonctions l'avaient élevé a participé de tout son être à toutes les péripéties de la tragédie, parce qu'il y jouait son rôle au nom du pays tout entier, parce qu'il était au gouvernail avant la catastrophe, qu'il y est demeuré de la première à la dernière heure de la lutte et qu'il y sera encore de longs mois après la paix :

« C'est le Lorrain à l'âme forte, au cerveau lumineux que la destinée a donné pour chef à la République pendant la plus rude et la plus éclatante période de son existence. C'est M. Poincaré. A chaque tournant de cette épopée il était à son devoir, soit au milieu des généraux et des troupes, soit à la tête des conseils où se jouaient les destinées de la nation. Je crois bien, me disait un de ses amis, que depuis la guerre le Président a passé dans son train de 4 à 500 nuits. Il s'y sentait chez lui plus qu'à l'Elysée. C'était pour lui un impérieux besoin que d'aller chaque semaine, souvent deux et trois fois, visiter le front. A de nombreuses occasions il intervint, notamment lors du rétablissement de la marine. Plus tard, il soumit quand il le fallut à une sévère critique des méthodes de guerre qui n'étaient plus de saison. Sans entrer dans le détail, je puis dire qu'il ne négligea rien de ce que lui imposait le souci de ménager le sang de nos combattants. Mais le sommet de cette période dramatique est marqué sans contredit par les jours qui suivirent la première offensive allemande du printemps dernier. Les dates du 24, du 25 et du 26 mars demeurent gravées dans la mémoire de M. Poincaré. C'est à Doullens que furent prises les décisions d'où sortit la victoire. Le chef de l'Etat se souvient volontiers du grand rôle qu'y joua M. Clemenceau, président du conseil, avec lequel il aime à répéter qu'il entretenait une collaboration intime où rien ne limitait la confiance réciproque.

» Le geste public par lequel ces cœurs bons serviteurs du pays se sont donné l'accolade à Strasbourg demeure le résumé et le symbole de cette coopération constante et féconde. Il s'agissait à Doullens de refaire une armée unique là où les Allemands étaient en train de couper en deux tronçons les forces alliées. A cette armée il fallait un chef. Il y eut sur une place de la petite ville des scènes pleines de grandeur dans le cadre le plus humble. Lord Milner, qui représentait le ministère britannique, y montra un clairvoyant patriotisme; Douglas Haig et Pétain, un désintéressement mémorable; Foch, se promenant de long en large, semblait agité par la force d'une étrange prescience.

» Dans ces allées et venues, au milieu de ces conciliabules, un ministre présent m'a dit que le chef de l'Etat, qui oubliait jusqu'au froid et la faim, fut le conseiller suprême et l'arbitre dernier. La victoire sortit de cette délibération. Peu de jours après, l'effroyable brèche creusée vers Amiens était comblée. Le commandement unique était créé. L'Amérique envoyait des hommes par centaines de milliers. En rentrant à Paris, M. Poincaré respirait. « J'ai eu le sentiment, m'a-t-il dit alors, » que la grande partie était gagnée. »

» Je sais d'autres chose qu'il a faites pendant cette guerre. Je ne me sens pas le droit de les publier, mais il m'est permis d'en conclure qu'il avait mérité la suprême récompense que décembre 1918 lui a apportée. Au reste, il parlera lui-même quand, sa présidence achevée, il rentrera, comme il en a exprimé l'intention, non dans la retraite du simple citoyen, mais dans la vie active du parlementaire. »

L'ECHEC DES SOCIALISTES ANGLAIS

Pour atténuer la valeur du verdict du peuple britannique aux récentes élections, les socialistes de tous pays recourent à deux arguments. Ils disent que, vu l'absence de second tour, les députés anglais sont dans bien des cas les délégués d'une minorité :

« Or, fait observer Pertinax (**Echo de Paris**), un simple coup d'œil sur les listes publiées dément cette allégation. Jamais majorités aussi énormes ne se sont affirmées. Ils ajoutent que moins de 50 % des électeurs ont voté, ce qui est vrai, mais ce qui ne le fut pas moins en 1886 et en 1900. De plus, il n'y a qu'une voix pour témoigner que les nouveaux électeurs, les femmes et les jeunes gens, ceux dont on dit précisément qu'ils n'ont pas eu le temps d'exercer leurs nouveaux devoirs, se sont rangés du côté qui l'a emporté si irrésistiblement. »

AGISSONS !

Notre collaborateur et ami M. Charles Chaumet, qui a pris à dater d'aujourd'hui, ainsi que nous l'avons annoncé, la direction politique de l'**Avenir** (ex-**Oui**), lance un appel à tous les Français. A l'action! Au travail! tous, sans nous attarder à des querelles de partis! A l'action pour relever la patrie!

« Nous nous plaignons parfois d'être mal gouvernés. C'est par notre faute. Nous avons théoriquement la liberté de réunion, la liberté d'association, la liberté syndicale, la liberté de la presse. Quand et comment en usons-nous? Ces armes efficaces que la République a mises entre nos mains, il faut nous en servir quotidiennement pour agir sur les pouvoirs publics, collaborer avec eux au bien général. Notre avenir ne dépend pas d'un Etat-Providence tout-puissant, planant hors de nos atteintes. Notre avenir est en nos mains. Il sera ce que le feront notre prévoyance et notre persévérante énergie au travail! »

COMMENT NAQUIT « MADELON »

La chanson fameuse que nos soldats chantent maintenant au delà des rives du Rhin, qui a franchi l'Atlantique et qu'exécutèrent les musiques militaires dans les cérémonies officielles de Strasbourg et de Metz, naquit dans ces conditions que rapporte **Excelsior** :

« M. Bousquet, parolier expert, auteur de « la Médaille d'Argent », de « Bouss-Bouss-Mee » et de bien d'autres œuvres connues, et le chanteur populaire Bach, s'en allèrent un beau matin chez le musicien Camille Robert, dont la réputation comme compositeur de musiques militaires était déjà solidement établie.

» J'exposai à Camille Robert, nous dit M. Bousquet, le but de notre visite. Bach désirait chanter une marche, et moi je cherchais une mélodie appropriée. Robert se mit aussitôt au piano et j'enregistrai la coupe. Au fur et à mesure qu'il jouait son pas redoublé, je chiffrais les syllabes selon l'usage, et sur les dernières notes, mentalement, je fredonnai Madelon, Madelon, Madelon. Et ce fut la naissance de « Madelon ». J'écrivis la chanson entière; Bach en fut ravi. Elle convenait à son tempérament et à sa voix. Et Bach, le visage ouvert et jovial, l'œil gai et le nez retroussé, ajoute : « J'ai chanté « Quand Madelon » au front pour la première fois à Etival, près de Raon-l'Etape. Car j'ai été le premier chanteur aux armées. J'y avais été envoyé par le général Galliéni. C'est vous dire comment j'ai été accueilli par les soldats. Donc je commence. Je leur chante quelques chansonnettes de mon répertoire. Ils s'amusaient; ils riaient à gorge déployée; ils applaudissaient comme seuls applaudissent les soldats. J'arrive à « Madelon ». Alors il y eut un peu de surprise. Ce n'était plus la banale chanson de café-concert. Il y avait quelque chose de mieux et de plus qu'ils saisirent; ils me redemandèrent la chanson, et tous reprirent en chœur : Madelon, Madelon, Madelon. Et ce fut l'entrée dans le monde militaire de « Madelon ». En somme, on peut dire que c'est le poilu qui l'a créée. Il l'a faite sienne tout de suite. Depuis elle a eu l'honneur d'être adoptée comme marche par la 66e division de chasseurs et par bien d'autres encore. Enfin, au concert Polin, l'as des tourlourous l'a chantée, et ce fut pour elle la consécration définitive. Voilà l'histoire de « Madelon ». »

Les traîtres Toqué et Thomas seront jugés à Paris

Paris, 31 décembre. — L'ex-administrateur colonial qui collabora au journal boche « La Gazette des Ardennes », ainsi que le nommé Thomas, furent l'un et l'autre arrêtés au moment où ils rentraient en France, venant de Suisse. Inculpés d'intelligences avec l'ennemi et conduits à Grenoble, le 4e conseil de guerre de Paris vient de les réclamer. Le capitaine Salanson a été chargé d'ouvrir une information contre les deux inculpés et leurs complices.

Le Nouvel An

Les télégrammes échangés par les chefs des nations alliées

Paris, 31 décembre. — A l'occasion de la nouvelle année, le président de la République a reçu les télégrammes suivants.

Du roi d'Italie :

« Rome, 30 décembre. — Avec l'âme encore profondément émue de l'inoubliable accueil fait à moi et à mon fils dans notre récent séjour à Paris, j'adresse à Votre Excellence, Monsieur le Président, mes chaleureuses félicitations pour le nouvel An, avec les vœux les plus vifs et les plus sincères.

» Comme dans l'année qui maintenant tourne à sa fin, la France et l'Italie ont vu la fraternité de leurs armes couronnée de victoire, de même que l'année qui est sur le point de naître, soit assuré, avec la paix, le retour de la commune prospérité et que soient toujours plus solides et cordiaux les liens d'amitié entre les deux nations.

» VICTOR-EMMANUEL. »

M. Poincaré a répondu :

« A Sa Majesté le roi d'Italie, Rome.

» La France, qui garde le souvenir ému de la visite de Votre Majesté et de Son Altesse Royale le prince de Piémont, sera très touchée du nouveau témoignage d'amitié que vous lui donnez. Je vous remercie des vœux que vous formez pour elle, ainsi que des sentiments personnels que vous voulez bien m'exprimer. J'adresse mes meilleurs souhaits à Votre Majesté et j'espère fermement que l'année nouvelle, en apportant une paix durable à l'humanité, achèvera l'unité nationale italienne et resserrera plus étroitement encore les liens qui unissent nos deux pays.

» Raymond POINCARE. »

Du roi d'Espagne :

» Madrid, 30 décembre.

» A la fin de l'année de la victoire, je tiens à vous souhaiter tous les bonheurs possibles pour 1919, persuadé que mes vœux pour la prospérité de la France, pour sa grandeur et pour l'amitié fraternelle avec l'Espagne seront accomplis.

» Bien affectueusement à vous.

« ALPHONSO rey ».

Le président a répondu :

« Sa Majesté le roi Alphonse XIII, Madrid.

» Je remercie Votre Majesté de vos vœux et je lui adresse tous les miens pour Elle et pour l'Espagne. Je ne mets pas en doute que l'amitié qui unit nos deux nations ne devienne dans l'avenir encore plus intime et plus féconde, c'est le souhait sincère du gouvernement de la République.

» Raymond POINCARE ».

M. le président de la République a reçu également un télégramme du roi de Danemark.

M. CLEMENCEAU prend quelques jours de repos

Paris, 31 décembre. — M. Clemenceau, président du conseil, ministre de la guerre, a quitté Paris ce soir se rendant en Vendée, où il compte passer une semaine environ.

Il a été salué sur le quai de la gare par de très nombreux collaborateurs et amis parmi lesquels M. Pams, ministre de l'intérieur; Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre; le général Mordacq, M. Mandel, chef de cabinet de la présidence du conseil; M. Raux, préfet de police; M. Le Grain, directeur des chemins de fer de l'Etat, etc.

Le président du conseil est accompagné dans son voyage par M. Mariet, chef de son secrétariat particulier.

M. NAIL MINISTRE DE LA GUERRE PAR INTERIM

Paris, 31 décembre. — M. Louis Nail, ministre de la justice, est chargé de l'intérim du ministère de la guerre pendant l'absence de M. Clemenceau.

Les vacances de M. Lloyd George

Londres, 31 décembre. — M. Lloyd George a quitté Londres aujourd'hui, et s'est rendu dans le pays de Galles du Nord, où il séjournera vraisemblablement toute la semaine.

Le président Wilson rentre en France

Calais, 31 décembre. — Le président Wilson et Mme Wilson sont arrivés à 12 h. 40 par le paquebot « Brighton », escorté d'une escadrille de destroyers anglais. Le président a été salué par le général Ditte, gouverneur de Calais, les officiers commandants les bases alliées et les délégués des municipalités, après avoir passé en revue un détachement anglais et français qui rendaient les honneurs.

Le président est parti pour Paris par train spécial à treize heures.

L'ARRIVEE A PARIS

Paris, 31 décembre. — Le président Wilson est arrivé à Paris à sept heures du soir. A la demande du président lui-même, aucune réception n'avait été organisée. Le président, qui paraissait avoir fait bon voyage, est descendu du wagon avec Mme Wilson, la secrétaire de celle-ci, Miss Benham; son ami l'amiral docteur Grayson et le général Leorat.

Le président Wilson est monté en automobile, longuement acclamé par les voyageurs qui se trouvaient sur le quai. Il est rentré aussitôt à l'hôtel de la rue de Monceau.

Le président Wilson n'ira pas en Suisse

Bâle, 31 décembre. — Les « Basler Nachrichten » disent que le ministre des Etats-Unis à Berne a annoncé au président de la Confédération que M. Wilson, à son grand regret, devait renoncer à sa visite en Suisse.

M. Poincaré et le roi d'Angleterre iront en Amérique

Paris, 31 décembre. — Le président Poincaré, interviewé par un journaliste américain, a déclaré qu'il espérait aller en Amérique après la Conférence de la paix. Les détails du voyage ne sont pas encore fixés, cependant les mois de juin et de juillet ont été mentionnés.

En tout cas, le président ne pourra partir que lorsque la Conférence aura terminé ses travaux.

Londres, 31 décembre. — En prenant congé du roi, ce matin, à la gare, M. Wilson a dit au souverain qu'il espérait le voir prochainement en Amérique.

En Italie

Solution de la crise ministérielle

Rome, 1er janvier. — Un communiqué officiel annonce que la crise ministérielle est résolue, les socialistes réformistes ayant accepté de continuer leur collaboration au cabinet Orlando-Sonnino. M. Bissolati, quittant le ministère, ne sera pas remplacé, le ministre de la guerre prenant l'intérim du portefeuille de l'assistance militaire et des pensions de guerre. Le socialiste indépendant Bonomi remplace le conservateur Dari aux travaux publics.

Ce communiqué apporte l'assurance que la politique du ministère ne sera pas modifiée et qu'elle reste toujours inspirée par les principes démocratiques qui ont déterminé la participation à la guerre.

UNE INTERVIEW DE M. POINCARÉ

Les Alliés sont pleinement d'accord sur les bases de la Paix

Paris, 31 décembre. — M. Poincaré a bien voulu accorder un entretien à un représentant de l'« United Press of America ».

Au cours de cet entretien, le président de la République a déclaré que la France, les Etats-Unis et les alliés en général viendront à la prochaine Conférence complètement d'accord sur les bases de la paix. Tous les bruits relatifs à de sérieuses divergences de vues sont, a affirmé M. Poincaré, de source allemande. Le président a tenu à exprimer toute l'amitié que le peuple de France ressent pour le peuple des Etats-Unis.

Parlant des pertes subies pendant la guerre par la France, M. Poincaré a ajouté :

« Depuis le commencement de la guerre, les Français ont senti que le temps n'était plus de parler, mais d'agir. Attaquée sans aucune provocation, la France a fait face à l'ennemi.

» Les chiffres donnés par M. Abrami, sous-secrétaire d'Etat, vous feront encore mieux comprendre que des mots ce qu'il a coûté à la France de faire face à cette attaque. Les chiffres révèlent qu'au mois de novembre dernier, le total des pertes françaises était de 1 million 831,000 hommes, soit à peu près le vingtième de la population entière.

» Les pertes d'aucun autre belligérant ne montrent une telle proportion. Outre ces pertes, il nous faudra des années pour nous remettre des dommages que la guerre nous aura causés. C'est pourquoi l'Allemagne doit payer d'importantes indemnités, aussi bien en argent qu'en matériel.

» Ce que les Allemands ont détruit ou emporté peut être évalué à des milliards de francs; des districts industriels entiers ont été anéantis et des villes rasées.

» On ne peut pas permettre à l'Allemagne de nous devancer en donnant un nouvel essor à ses manufactures, tandis que nous serons obligés de reconstruire les nôtres, qu'ils ont détruites. Les Allemands ont enlevé nos machines? Forçons-les à les remplacer. Ils ont détruit nos fabriques? Obligeons-les à fournir le matériel. Ils ont abattu nos maisons et volé les meubles qui les garnissaient? Le peuple français ne peut pas attendre des années que ces maisons soient reconstruites et meublées à nouveau; les Allemands doivent l'aider dans cette tâche. »

A sujet de la prochaine Conférence de la paix, le Président a dit :

« Je ne prévois pas la moindre difficulté pour arriver à un complet accord, même pour les questions secondaires. Déjà on est en parfaite harmonie quant aux bases de la paix. Les délégués alliés exposeront leurs points de vue pour le règlement des détails. Il y en a beaucoup, et cela, naturellement, prendra beaucoup de temps. »

M. Poincaré a parlé ensuite du président Wilson :

« Nous sommes tout particulièrement contents de la visite du président Wilson. Vous avez pu constater par vous-même de quelle manière il a été reçu. L'enthousiasme de la population a eu pour cause son admiration pour le peuple américain et son appréciation du grand rôle que votre président a joué pendant la guerre.

» Nous lui souhaitons de jouir pleinement de son nouveau droit de cité, et désirons qu'il se considère ici comme étant dans son propre pays.

» Il a été fait d'excellentes choses depuis son arrivée, et il aura certainement à jouer un rôle capital à la Conférence de la paix. Nous apprécions grandement et espérons son utile collaboration pour les nombreux problèmes qui restent encore à résoudre, non seulement dans l'Europe occidentale, mais à l'Est, en Afrique et dans le monde entier.

» Tout ceci sera débattu nécessairement à la Conférence de la paix, et nous comptons sur l'aide de votre président pour en poser tout au moins les fondations avant son départ. Il y a d'ailleurs tant à faire, qu'il devra rester encore quelque temps parmi nous. »

Puis M. Poincaré a fait un chaleureux éloge du soldat américain :

« Il vint, a-t-il dit, à un moment critique, et mit le poids de toute son aide dans la balance. Partout où je suis allé, j'ai pu constater que les relations les plus cordiales existent entre les Américains et les habitants, soit dans les villes, soit dans les campagnes. Notre peuple et les Américains semblent avoir des traits qui leur sont communs; cela est dû peut-être à la similitude de nos institutions, mais encore plus, je pense, à la communauté des mœurs des deux peuples.

» Je suis sûr que la belle conduite des troupes américaines en France a suscité une amitié durable entre les deux pays. »

Interview de M. Stephane Lauzanne

M. Stephane Lauzanne, du « Matin », chef du service français de la presse aux Etats-Unis, service dépendant de la mission Tardieu, est rentré en France par « La-Lorraine ». Notre confrère a bien voulu nous recevoir avant de quitter le paquebot, et il s'est fort aimablement prêté à l'interview.

« J'étais aux Etats-Unis, nous dit M. Lauzanne, depuis octobre 1916; j'y avais été envoyé par le gouvernement afin d'y organiser une action française par la voie de la presse, par des réunions, par des conférences.

» Les Américains ont pour la France une admiration touchante et émouvante; ils placent notre nation sur un piédestal; ils l'aiment, voilà la vérité, comme elle ne l'a jamais été encore dans aucun pays ni dans aucun temps.

» J'ai parcouru les Etats-Unis du nord au sud, de l'est à l'ouest, partout on a pour la France un véritable culte.

» Les Américains sont prêts à suivre la France au Congrès de la paix; ils appuieront ses revendications parce qu'ils savent qu'elle ne demandera pas des choses exagérées, rien qui ne soit juste, équitable. Ils comprennent que, de toutes les nations de l'Entente, elle est celle qui a le plus souffert de la guerre et qu'elle a droit à des réparations. Ils sont tout disposés à collaborer à la reconstitution des régions détruites par les Allemands; ils nous aideront matériellement, pécuniairement, s'il le faut, mais nous devrons leur indiquer les moyens pratiques pour arriver à faire revivre les malheureuses cités en ruines.

» Les Américains démobilisent et ne garderont sous les armes, jusqu'à la conclusion de la paix, qu'un million d'hommes environ. On peut juger de l'effort fait aux Etats-Unis par ces simples chiffres : à la fin de l'année 1916, l'armée américaine ne comptait que 90,000 hommes. Le 11 novembre 1918, cette armée était forte de 2 millions 660,000 hommes. Par suite de la démobilisation, les militaires français qui avaient été envoyés comme instructeurs aux Etats-Unis rentrent maintenant en France. »

Nous demandons à notre obligeant interlocuteur quelques renseignements sur les membres de la mission Tardieu qui restent encore en Amérique.

« Demeurent là-bas, nous répond M. Lauzanne, MM. Edouard de Billy, remplaçant le haut commissaire général; Laporte, chargé du service des transports maritimes; Johanned, chargé du contrôle administratif. Restent également aux Etats-Unis pour un temps encore indéterminé, les missions d'achats, les missions techniques, les missions industrielles. Le travail, les efforts de ces missions sera des plus fructueux, des plus utiles pour la prospérité de notre pays. »

Nous posons une question au sujet de la candidature éventuelle du général Pershing à la présidence de la grande république.

« La chose est très possible, nous répond M. Lauzanne, le généralissime de l'armée des Etats-Unis étant une physionomie extrêmement populaire et sympathique dans les milieux américains.

» Le président Wilson est certes lui aussi une grande figure pour son peuple et celui-ci a été infiniment heureux de l'accueil enthousiaste qui lui a été fait lors de son voyage en France. »

Avant de nous quitter M. Lauzanne nous donne ce détail particulier :

« La nouvelle de la conclusion de l'armistice provoqua aux Etats-Unis une joie qu'on ne peut traduire. Dans le délire du contentement, les habitants de New-York jetèrent par les fenêtres le contenu des corbeilles à papier. Cela faisait une pluie multicolore. C'était pour les Américains une allusion au fameux « chiffon de papier » de Bethmann-Hollweg, qui, n'ayant aucune valeur, est tout juste bon pour être jeté à la rue. »

Ajoutons que M. Lauzanne s'est entretenu à bord avec M. le colonel Colonna Ceccaldi, chef de la mission française auprès de l'armée américaine à Bordeaux, qui avait été informé de son arrivée.

En Portugal

LE GOUVERNEMENT ET LES MILITAIRES

Lisbonne, 31 décembre. — Le général commandant la 7e division de Thomar a envoyé un communiqué au gouvernement assurant que les troupes sous ses ordres ne sont aucunement sous l'autorité de la junte militaire de Porto. La police a saisi des journaux arrivés de Porto dans lesquels la censure militaire avait autorisé la publication de nouvelles favorables à la junte militaire de cette ville.

La situation militaire, a dit le président du conseil, sera longuement discutée dans les Chambres, où toutes les classes, y compris la classe militaire, sont représentées, et il se porte garant que, quel que soit son chef, le gouvernement ne se livrera à aucun acte d'hostilité contre une fraction de l'armée, mais si quelques éléments militaires se hasardent à se montrer agressifs, « je serai alors le premier, a dit le président du conseil, à tirer l'épée pour défendre la République ».

149 milliards 720 millions de dépenses

Notre dette dépasse 100 milliards

Paris, 1er janvier. — Avant la guerre, le budget français était d'environ 5 milliards. Notre dette était de 34 milliards 600 millions; elle s'accroissait chaque année, l'équilibre de nos budgets ne se réalisant que par l'emprunt.

Nos politiciens, nos financiers s'inquiétaient de ce gouffre que chaque exercice agrandissait. Que doivent-ils dire maintenant?

Pendant les cinq derniers mois de 1914 nous avons dépensé 9 milliards. 1915 nous en a coûté plus de 22. Mais ces chiffres ont augmenté par la suite, et ils atteignent exactement cent quarante-neuf milliards sept cent vingt millions. Cette somme est à peu de chose près ce qu'aurait été au bout de vingt-deux années de paix notre dette flottante.

Les contribuables ont fait leur devoir. En cinquante-deux mois de guerre ils ont apporté 21 milliards 250 millions au Trésor en impôt direct ou indirect.

Mais en dehors des obligations fiscales, les Français ont eu un élan magnifique. 28 milliards de Bons de la défense et 720 millions d'obligations à court terme ont été souscrits, et en outre 26 milliards de rente à 5 %, 43 milliards de rente à 4 % ont fourni aux finances une recette effective de 51 milliards.

La Banque de France a avancé 18 milliards; la Banque d'Algérie, 225 millions. Ainsi 100 milliards d'argent français sont venus combattre derrière les soldats. Nos alliés : Angleterre, Etats-Unis, Japon, nous ont avancé 26 milliards. Ainsi notre capacité financière demeure entière et notre crédit plus fort que jamais. Mais de tels résultats ne se suffisent pas à eux-mêmes, ils nous obligent à faire davantage. Notre dette d'elle s'est accrue. Elle dépasse à l'heure que voici 100 milliards.

Le général Alby chef d'état-major général

Paris, 1er janvier. — Le général Alby, major-général de l'armée française, vient d'être nommé chef d'état-major général, en remplacement du maréchal Foch.

Le général Alby exerçait en réalité ces fonctions depuis le mois de mars 1918, date à laquelle le maréchal Foch était devenu le commandant en chef des armées alliées. Le général Alby a commandé devant l'ennemi le 13e corps d'armée. Il a été cité à l'ordre du jour, récemment nommé grand-officier de la Légion d'honneur.

Libre importation de denrées

Paris, 31 décembre. — Tenant compte des conditions nouvelles faites par la suspension des hostilités au commerce d'importation, M. Victor Boret, ministre de l'agriculture et du ravitaillement, a décidé de ne plus s'opposer à l'entrée en France de la plupart des denrées alimentaires provenant de l'étranger. En conséquence, il a saisi son collègue du commerce d'une proposition tendant à la levée de la prohibition d'entrée pour toutes denrées à l'exception :

1. De celles dont l'Etat doit assurer l'importation en vertu d'accords interalliés, telles que : viandes frigorifiées, sucres, graines oléagineuses, huiles végétales, à l'exception des huiles d'olive d'origine de Tunisie, huiles concrètes pour la fabrication des graisses végétales alimentaires;

2. De celles qui demeurent soumises à une réglementation intérieure, telles que : confiseries, chocolats.

En attendant qu'un décret vienne consacrer ce retour au régime normal de la liberté du commerce, M. Victor Boret a donné à ses services les instructions nécessaires pour que toute demande d'importation portant sur des denrées autres que celles visées dans la liste ci-dessus soit accueillie favorablement. Il est bien entendu que si certaine commerçants abusaient de cette liberté pour provoquer des hausses injustifiées ou se livrer à des manœuvres d'accaparement, le ministre n'hésiterait pas à rétablir les mesures de restriction antérieures, sans préjudice des poursuites judiciaires que pourraient encourir les auteurs de ces manœuvres illicites.

Usine de guerre incendiée

Lyon, 31 décembre. — Un immense incendie a détruit toutes les annexes des usines de Fives-Lille, construites spécialement pour la fabrication du matériel de guerre. Les locaux se trouvant déserts au moment où l'incendie s'est déclaré, il n'y a eu à déplorer aucun accident de personne. Malheureusement, en raison de la légèreté des constructions, le feu gagna rapidement une grande extension et fit bientôt rage sur une superficie de 6 hectares. La chaleur du foyer de l'incendie était telle qu'il était impossible d'approcher des lieux du sinistre. On évalue à environ 10 millions de francs les dégâts occasionnés. La cause du sinistre est attribuée à un court-circuit.

EN ALLEMAGNE

Le nouveau gouvernement

Berne, 31 décembre. — On mande de Berlin, que les mandataires du peuple se sont répartis de la manière suivante, sous la surveillance des différents départements ministériels :

Intérieur : Ebert.
Affaires étrangères : Scheidemann.
Guerre et marine : Noske.
Finances : Landsberg.
Politique sociale : Wissel.

Bien entendu, les secrétaires d'Etat continueront à remplir leurs fonctions sous le contrôle des cinq mandataires du peuple.

Zurich, 1er janvier. — On mande de Berlin que le nouveau secrétaire allemand à l'office des affaires étrangères, comte Brockdorff Rantzau, est de retour de Copenhague. Il prendra en plus de l'office des affaires étrangères le secrétariat d'Etat de l'office colonial.

Coup de force des spartakistes à Hambourg

Zurich, 1er janvier. — Le 28 décembre, à Hambourg, un coup de force a été exécuté contre l'organe des socialistes majoritaires, le « Hamburger Echo ». Les spartakistes ont pénétré dans les bureaux et ils ont imposé l'admission en tête du journal d'une déclaration dirigée contre le gouvernement Ebert-Scheidemann-Haase.

La situation en Allemagne

Berne, 1er janvier. — Le calme est revenu à Berlin, mais les rares informations parvenues inclinent à penser que ce calme n'est que momentané. Dans les cercles gouvernementaux on ne s'abandonnerait à aucune illusion. A bref délai, télégraphie-t-on de Berlin à la « Gazette de Francfort », il faut s'attendre à de nouvelles tentatives en vue de renverser le gouvernement d'empire. On prévoit de nouveaux coups de main.

Il est clair en effet qu'un accord existe entre les spartakiens et le parti des indépendants d'une part, les chefs bolchevistes d'autre part. Les partisans de l'ordre, majoritaires ou libéraux, ne sont nullement rassurés. Beaucoup se demandent avec inquiétude si le remaniement qui vient d'être opéré dans le conseil des mandataires du peuple et si le retrait des troupes sont de nature à fortifier l'action gouvernementale. La « Gazette de Francfort » en doute. Le langage belliqueux que tient la « Freiheit » prouve qu'il eut été préférable que Barth seul quittât le gouvernement et que Haase et Mittmann continuassent à en faire partie.

Le départ de tous les représentants indépendants aura pour premier effet de fortifier au moins moralement l'opposition des gauches qui jusqu'à présent ne comprenaient que des spartakiens. Peut-être il est à craindre que ce renversement de l'opposition ne soit pas seulement d'un caractère moral. « En revanche, dit la « Gazette », il est bien certain que l'unité dans le gouvernement est un élément de force. Dans ces heures graves, la question est maintenant de savoir si les mandataires du peuple auront le courage d'aller jusqu'au bout et s'ils auront la volonté de faire valoir leur but. »

Aspirations de l'Allemagne du Sud

On apprend aujourd'hui que les Etats de l'Allemagne du Sud se sont résolus à une action commune. Les 27 et 28 décembre se sont réunis à Stuttgart les représentants des gouvernements bavarois, wurtemburgeois et badois. Ces représentants se sont mis d'accord sur le programme suivant : l'empire allemand devra être réorganisé sur la base fédérative. Il faut créer un gouvernement d'empire capable d'agir, et il faut convoquer l'Assemblée nationale. Enfin la paix nécessaire à l'Allemagne doit être conclue dans le plus bref délai.

Ce n'est pas tout. Les gouvernements de l'Allemagne du Sud sont désormais décidés à ne pas laisser Berlin traiter seule de leurs intérêts. Dans la question capitale que représente pour l'Allemagne le problème du ravitaillement, il estime que l'Allemagne du Sud doit pouvoir dire son mot directement. Dans les négociations qui vont s'engager avec l'Amérique, elle réclame le droit pour le groupe des Etats du sud d'être représentés par des délégués communs et de participer directement aux accords qui interviendront.

Les troubles du bassin de la Ruhr

D'autre part, les troubles qui se sont produits dans le bassin de la Ruhr et qui ont pour effet de menacer gravement le ravitaillement en charbon de toute l'Allemagne méridionale leur paraît comme un symptôme extrêmement grave. Les Etats du Sud attirent l'attention du gouvernement d'empire et du gouvernement de Berlin sur ce fait. Il les invite à intervenir pour restaurer

DÉPÊCHES de la Nuit dernière

Les conversations diplomatiques du président Wilson

Londres, 31 décembre. — D'après le « Morning Post », les conversations entre le président Wilson et les représentants de la Grande-Bretagne et des territoires d'outre-mer, ont été animées par une grande cordialité. Tous les participants ont été satisfaits du bon accord que l'on a établi : il y eut trois étapes :

1. Une assemblée du cabinet impérial de guerre, au cours de laquelle un arrangement fut pris concernant les conditions de paix qui viseraient la Grande-Bretagne et les gouvernements des territoires d'outre-mer;

2. Une conférence entre le président Wilson et les représentants du gouvernement anglais pour un échange de vues sur les conditions anglo-américaines;

3. Une rencontre entre le président Wilson et les ministres des territoires d'outre-mer.

Suivant des informations bien fondées, le cas britannique dans ses grandes bases, comme on veut le soumettre à la Conférence de la paix, a été si bien élaboré à la première assemblée, qu'il fut possible au secrétaire des affaires étrangères du premier ministre d'indiquer au président Wilson dans tous ses détails les parties essentielles de l'arrangement que désire la Confédération des Etats britanniques. Il comprend la question des réparations, des indemnités sur lesquelles il est entendu que les territoires feront d'autres demandes que celle de la Grande-Bretagne.

Les lois maritimes internationales, les délimitations des territoires et des colonies allemandes furent discutées à des conférences. On assura les représentants des territoires que les colonies allemandes ne seraient pas rendues aux Allemands.

Il n'y a pas grande différence d'opinion quant à la Société des Nations que les alliés proposeront comme premier principe du traité de paix.

On est sous l'impression que la Conférence de la paix finira ses travaux plus tôt qu'on ne le croyait avant la visite du président Wilson.

A LA CHAMBRE

Séance de mardi après-midi.

La Chambre adopte les derniers articles du projet, ainsi que l'ensemble.

LES DOUZIEMES

Les crédits additionnels et les douzièmes militaires votés par le Sénat sont adoptés.

La révision des listes électorales

La Chambre discute ensuite le projet prorogeant les délais fixés par le décret du 2 février 1852 pour la révision des listes électorales.

En réponse à divers orateurs, **M. Pams**, ministre de l'intérieur, soutient la légalité des décrets pris pour la formation des listes électorales :

Le gouvernement avait le devoir de reconstituer la liste électorale, afin que le pays puisse voter librement, comme votent tous les pays, vainqueurs et vaincus. (Exclamations à l'extrême gauche.) Vous auriez attaqué le gouvernement s'il n'avait pas donné au suffrage universel l'arme dont il a besoin. Si on avait ajourné la révision jusqu'après la démobilisation, comme le demandait M. Paul Meunier, le pays n'aurait pu être consulté. Et nous pourrions nous trouver en présence d'événements qui exigeraient que la nation fasse connaître sa volonté. La République ne serait pas la République sans le suffrage universel. C'est vous, d'ailleurs, qui voterez la loi sur la date des élections. Le gouvernement vous rappelle que le peuple de France doit exprimer librement sa volonté. (Applaudissements, sauf extrême gauche.)

LES DOUZIEMES CIVILS VOTES

M. Klotz rapporte du Sénat le projet des douzièmes relatifs aux services civils. Le Sénat n'a disjoint que l'article sur le régime de l'alcool. L'ensemble des douzièmes civils est voté par 428 voix contre 5, conformément au texte adopté par le Sénat.

LES LISTES ELECTORALES

On reprend alors la discussion du projet sur les listes électorales.

M. Cazassus pense qu'il aurait fallu subordonner cette révision à la démobilisation totale.

MM. Leroile et **Pams**, sur observation de M. Lebey, déclarent que le régime de l'Alsace-Lorraine doit être réservé jusqu'à ce qu'il soit devenu définitif. C'est une question qui doit être réglée, c'est indispensable. Mais l'heure n'est pas encore venue.

M. Charles Dumont (Jura) demande au ministre de faire, au nom du gouvernement, cette promesse que l'Alsace-Lorraine votera le même jour que la France.

M. Pams : Je n'ai pas qualité pour faire une déclaration au nom du gouvernement en matière internationale. Laissez-moi dans mes attributions, puisqu'il s'agit de réviser les listes électorales. Nous établirons les listes en Alsace-Lorraine. C'est vous qui déciderez de la date des élections, et vous y comprendrez l'Alsace-Lorraine.

Répondant à une observation de M. Renaudel, le ministre déclare que le gouvernement ne modifie pas le régime provisoire actuel parce qu'à l'heure grave que nous traversons, le pays a besoin de son équilibre; les réunions privées ont souvent le caractère d'une réunion publique, et quant aux relations avec l'étranger, on évite bien souvent des dangers par les retards apportés aux correspondances. Nous établirons les libertés le plus tôt possible.

M. Renaudel : Nous vous prévenons que nous commencerons l'agitation dans le pays dès la fin de l'armistice et en vue des élections et pour exprimer les sentiments du pays sur la paix; il ne sera pas dit que la paix sera le fait d'un homme, comme le ferait croire la discussion d'hier. (Applaudissements à l'extrême gauche, protestations sur d'autres bancs.)

M. Pams prie la Chambre de voter le projet tel quel.

M. Emile Faure, à l'article 1er, présente un contre-projet ajournant la révision jusqu'après la démobilisation totale.

M. Pams : Nous ne pouvons accepter le contre-projet. Je maintiens la clôture de la liste électorale du 31 mai et je pose la question de confiance. Le contre-projet Faure est repoussé à mains levées.

L'article 1er est adopté.

On disjoint divers amendements relatifs aux disparus, ceux condamnés qui se sont distingués au front, etc. Puis on adopte les divers articles du projet. L'ensemble est enfin adopté.

MM. Marin et **Sujot** demandent deux séances supplémentaires, vendredi et samedi, pour discuter la loi sur les pensions et les dommages de guerre, mais la Chambre laisse au président le soin de la convoquer.

La séance est levée à neuf heures du soir.

ELOGE FUNEBRE

Au début de la séance, le **président** a prononcé l'éloge funèbre de **M. Claude Cohin**, député de Dunkerque, qui, après avoir gravé la mort sur tous les champs de bataille, vient de succomber à une **attaque de grippe**, à l'âge de trente-cinq **ans**.

AU SÉNAT

Séance de mardi après-midi.

LES SURSIS AGRICOLES

M. de Las Cases attire l'attention du gouvernement sur le principe voté par la Chambre supprimant tout sursis pendant la démobilisation et dont la stricte application serait désastreuse, comme l'a reconnu M. Loucheur. L'orateur insiste sur la nécessité d'accorder des sursis à ceux de nos paysans dont la présence chez eux est indispensable.

M. Chéron, rapporteur du budget de la guerre, répond que la loi d'août 1915 donne au ministre la possibilité de donner satisfaction à ces desiderata.

CONTRE LES PROCEDES DE LA CHAMBRE

M. Ournac (Haute-Garonne) fait observer, au nom d'un grand nombre de ses collègues, que le Sénat est une fois de plus appelé à jouer une comédie qui ne convient pas à sa dignité.

Il faut une sanction à nos protestations. Nous ne voulons pas créer d'embarras au gouvernement, qui a toute notre confiance, mais nous devons faire le pays juge de la situation qui nous est faite par une fraction de la Chambre. Pour la dignité du Sénat, je demande le vote du budget sans discussion. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

Pour **M. Milliès-Lacroix**, il serait précisément contraire à la dignité du Sénat (exclamations à gauche), tout au moins de la commission des finances, d'adopter en bloc les dispositions.

Certes, la situation qui nous est faite est très regrettable, mais le Sénat ne peut pas voter les yeux fermés. Je demande donc la discussion article par article. On statuera sur la proposition de M. Ournac au moment du passage à la discussion des articles.

M. Empereur (Savoie) se plaint de la pénurie du tabac, des allumettes et des timbres fiscaux.

M. Gaudin de Villaine pose plusieurs questions au ministre des finances :

1° Compte-t-il faire payer les coupons russes en 1919, question qui intéresse 6 millions de Français, pour la plupart petits rentiers ?

2° Pourquoi n'a-t-on pas perçu cette année l'impôt sur le revenu ? Il sera dur pour le contribuable de payer en une fois l'impôt de deux exercices.

3° Pourquoi n'a-t-on pas occupé Essen, siège des usines Krupp, où se trouvent des centaines de millions de matières premières qui permettraient de rétablir l'outillage de nos usines du Nord ?

LE MINISTRE DES FINANCES

M. Klotz, ministre des finances, répond successivement à ces questions et à ces critiques.

Pour les tabacs et les allumettes, dit-il, il m'est difficile de donner des apaisements à M. Empereur. Une des causes de la situation ? C'est la crise des transports. La maladie dite de l'« approvisionnite » est aussi une des causes de la pénurie de ces denrées.

Pour la crise des timbres, je suis prêt à y remédier.

Au sujet de l'impôt sur le revenu, je ne me fais pas d'illusion. Sur 1.200 contrôleurs des contributions directes, 300 sont tués, prisonniers ou disparus. C'est le quart du personnel qui manque, alors que la tâche est devenue écrasante, par suite des nouveaux impôts établis. Le problème est angoissant. Il importe qu'il soit résolu dans un délai rapide. Des propositions doivent m'être faites incessamment par les divers ministères.

En ce qui concerne les coupons russes, je rappelle que l'Entente a vivement protesté contre la répudiation de la dette russe par les bolcheviks. J'ai été d'avis que nous devions continuer le paiement des coupons en 1918. Que fera-t-on dans l'avenir ? La question ne peut pas être résolue par nous seuls. Mais elle fait l'objet de nos préoccupations. Je ne peux pas d'ores et déjà m'engager à payer le coupon de 1919. J'irai, le moment venu, m'expliquer devant les commissions des deux Chambres.

Pour terminer, je déclare que le gouvernement est fermement décidé à utiliser les crédits qui lui sont alloués avec un esprit nouveau. (Très bien !) Il faut que des abus qui ont été constatés ne puissent plus se reproduire. Nous devons apporter à la restauration, au développement de ce pays un esprit d'économie qui consiste à faire toutes les dépenses utiles, mais rien que celles-ci. (Vifs applaudissements sur tous les bancs.)

Avant de passer à la discussion des articles, le président donne lecture de la proposition de résolution de **M. Ournac**, dont nous avons parlé plus haut; mais il invoque le règlement pour refuser de la mettre aux voix. Après une assez vive riposte de M. Ournac, l'incident est clos.

Les cinq premiers articles du projet sont adoptés.

La commission demande la disjonction de l'article 6 relatif aux droits sur l'alcool.

M. Klotz en demande le rétablissement. Le régime général nouveau de l'alcool n'a pu être déterminé jusqu'à présent par la Chambre. Il faut donc instituer un régime provisoire. Tel est le but de l'article, qui n'engage pas l'avenir, qui se borne à prolonger de quelques mois le passé.

M. Milliès-Lacroix : L'article tend en réalité à préparer l'institution du monopole de l'alcool. Or, la commission des finances n'a pas eu le temps d'étudier la question.

M. Klotz : Si le Sénat s'engage à se prononcer avant la fin de janvier, je n'insiste pas sur la réintroduction de l'article.

Sur l'acquiescement de la commission, la disjonction est prononcée.

Les autres articles et l'ensemble du projet sont adoptés à l'unanimité de 218 votants.

Même chiffre et même unanimité se retrouvent pour adopter le cahier relatif aux crédits provisoires du premier trimestre 1919, dépenses militaires et dépenses exceptionnelles des services civils, retour de la Chambre.

LA REMISE EN ETAT DE NOS VOIES FERREES

On discute ensuite un projet voté aujourd'hui par la Chambre, destiné à assurer le rétablissement de nos voies ferrées dans leur situation d'avant-guerre.

M. Clavelle, ministre des travaux publics, renouvelle devant le Sénat l'exposé qu'il a fait à la Chambre des raisons qui militent en faveur du projet. Ses déclarations font la meilleure impression sur le Sénat, qui l'applaudit vigoureusement quand il quitte la tribune.

Sur une observation de M. Chéron, M. Claveille déclare que : « Aux termes du projet, les agents de chemins de fer bénéficient, en ce qui concerne les indemnités de cherté de vie et de charge de famille, du même régime que les fonctionnaires. Lorsque ce régime sera changé pour ceux-ci, il le sera également pour les premiers. »

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité.

L'ARMISTICE

L'occupation de la rive droite du Rhin

Bâle, 31 décembre. — Le gouvernement allemand a communiqué à la Commission interalliée de Spa son acceptation de la demande faite que les petites parcelles de terrain séparant encore les trois têtes de pont du Rhin, à Cologne, Coblentz et Mayence, soient comprises dans la zone d'occupation des troupes alliées.

En Russie

REVERS DES BOLCHEVIKS SUR LA COTE DE LA BALTIQUE

Stockholm, 28 décembre. — Les troupes esthoniennes, embarquées à Reval, sous le couvert de l'escadre britannique, ont débarqué à Portakunda, sur la côte, entre Narva et Rakvère, afin de prendre les forces bolchevistes à revers. Ces dernières, après des escarmouches, se sont retirées vers l'est, évitant la côte.

Le croiseur russe « Partak », ayant à bord un capitaine et un équipage bolchevistes, a bombardé le port et le phare de l'île Wolf. A l'arrivée d'un détachement de l'escadre britannique, le « Partak » prit la fuite, mais il fut poursuivi et se rendit. Six officiers et cent vingt hommes ont été faits prisonniers. Le bateau a été conduit à Reval.

Levée du blocus sur les côtes d'Asie

Paris, 1er janvier. — Le « Journal officiel » publie un decret notifiant la levée partielle du blocus des côtes d'Asie Mineure et de Syrie.

En Allemagne

L'ex-kaiser a encore des partisans

Amsterdam, 31 décembre. — Une Ligue vient de se fonder en Allemagne pour la protection de la vie et de la liberté personnelle de l'ex-kaiser. Le patronage de la Ligue a été offert au prince Henri de Prusse, qui suggéra le nom d'Hindenburg en son lieu et place, ajoutant : « Naturellement, je me joins de tout cœur à la Ligue, parce que je puis personnellement prouver que mon impérial frère fit tous ses efforts jusqu'au dernier moment pour éviter la guerre. »

Les grèves de la Ruhr

Bâle, 31 décembre. — La grève des mineurs des bassins de la Ruhr va se terminer par des accords assurant aux mineurs des indemnités de grève de 200 marks pour tout homme marié, de 100 marks pour tout célibataire et de 25 marks pour enfant au-dessous de quinze ans.

Citations à l'Ordre

— Est cité à l'ordre de la division, du 27 octobre 1918, le brigadier Lucien-Alfred Philiparie, pilote à l'escadrille Br 250 : « Pilote d'un calme remarquable. Toujours volontaire pour voler, même par les temps les plus durs. Du 30 septembre au 5 octobre, s'est distingué au cours de ses nombreux vols, surmontant toutes les difficultés et permettant à ses observateurs d'accomplir leurs missions dans les meilleures conditions. »

La famille de ce brave aviateur demeure à Bordeaux, 34, rue Fondaudège.

— Est cité à l'ordre du régiment, Roger Gaillard, maréchal des logis au 7e régiment de marche de tirailleurs : « Excellent sous-officier. A dirigé d'une façon parfaite le ravitaillement en munitions de la compagnie pendant la période du 2 au 16 septembre 1918. Une blessure. »

C'est la cinquième citation méritée par cet excellent sous-officier, dont la mère habite 102, rue Terre-Nègre, à Bordeaux.

— Un de nos concitoyens, l'adjudant de bataillon Albert Cazalet, du 366e régiment d'infanterie a été l'objet des deux belles citations suivantes, que nous sommes heureux de reproduire :

A l'ordre de la... armée : « Sous-officier qui a fait l'admiration de tous par son mépris du danger, son entrain, son audace, son sentiment élevé du devoir. Pendant la période des combats du 1er au 7 septembre 1918, s'est surpassé, et en assurant les liaisons parfaites, a facilité une progression rapide sur le terrain difficile, boisé et énergiquement défendu par de nombreux mitrailleurs ennemis. »

A l'ordre de la division : « Excellent adjudant, dont la bravoure, le sang-froid et l'activité font l'admiration de tous. Dirige, sous le feu le plus violent, avec une habileté remarquable, les liaisons du bataillon. S'est distingué en particulier pendant la période des combats du 20 au 30 octobre 1918. Pendant l'attaque du 28 octobre, a donné le plus bel exemple en restant constamment à un observatoire très dangereux, d'où il renseignait le chef de bataillon et en indiquant lui-même sur le terrain les itinéraires les plus défilés aux agents de liaison, dont le service était particulièrement délicat »

Ce vaillant sous-officier est le fils du sympathique comptable principal-trésorier des Chemins de fer du Midi, qui demeure à Bordeaux, 192, rue de Bègles.

— Est cité à l'ordre du groupe, Raoul Soullié, radio-télégraphiste au 2e groupe du 303e régiment artillerie lourde : « Jeune radiotélégraphiste de la classe 1918. A toujours fait preuve d'un grand courage et dévouement. A pris l'écoute et réparé l'antenne sous les bombardements les plus violents. Grièvement intoxiqué le 25 octobre 1918. Déjà cité avec son groupe à l'ordre de l'armée, 19 mai 1918. »

La famille de ce brave soldat habite 27, rue Toussaint-Louverture.

— Un de nos concitoyens, le maréchal des logis Gilbert Uteau, dont nous avons été heureux de publier les deux premières citations, a été de nouveau, à deux reprises, cité en ces termes :

A l'ordre de l'armée du 12 août 1918 : « Pilote de chasse remarquable par son adresse et sa témérité. A attaqué un drachen, obligeant l'observateur à se jeter en parachute et est rentré avec un appareil criblé de balles. Quelques jours plus tard, malgré les tirs intenses de l'artillerie anti-aérienne et la surveillance des avions ennemis, réussit à descendre le même drachen de flammes. »

— A l'ordre de l'armée, du 7 septembre 1918 : « Sous-officier pilote d'une volonté tenace, a enflammé pour la deuxième fois dans la même semaine un drachen allemand, poursuivant l'attaque jusque près du sol, malgré un feu intense par mitrailleuses et par canons, abattant ainsi un troisième adversaire. »

La famille de ce jeune héros habite 105, rue Sainte-Catherine.

— Est cité à l'ordre de la division, Henri Doux, lieutenant, commandant la 22e batterie du 232e R. A. C. : « Commandant de batterie remarquable par son énergie et son coup d'œil; s'est fait remarquer au cours des opérations du 14 au 17 octobre 1918, par la façon dont il a rapidement porté sa batterie en avant et la précision de ses tirs. »

Cette citation est la quatrième méritée par ce vaillant officier.

— Nous publions ci-dessous trois belles citations dont fut l'objet notre concitoyen M. le lieutenant Roger Rouan, glorieusement mort au champ d'honneur :

Ordre général du 13 octobre 1918, Roger-Marie-Louis Rouan, lieutenant au 1er hussards : « Au début de la campagne, avait déjà donné des preuves de courage, en exécutant des reconnaissances hardies et en portant au commandement des renseignements précieux. A fait preuve d'un sang-froid et d'initiative, pendant les combats du 1er au 10 octobre, en Champagne, du plus beau sang-froid, en portant de jour et de nuit des ordres dans une zone soumise à un bombardement très violent. »

Ordre général du 23 novembre 1918 : « Sest distingué, en particulier au cours des dernières opérations, par des reconnaissances périlleuses, exécutées avec calme, entrain, hardiesse et mépris absolu du danger. »

Ordre de l'armée, du 23 juillet 1918, Rouan, lieutenant au 8e régiment de cuirassiers à pied : « Commandant de compagnie modèle, d'un courage héroïque, animé des sentiments les plus élevés, véritable entraîneur d'hommes, qui avait réussi à faire de sa troupe une unité de combat solide et mordante. Très hautement apprécié, inspirant une extrême confiance à ses chefs comme à ses inférieurs, s'étant distingué en toutes circonstances. Tué le 12 juin 1918, au moment où il se multipliait pour venir en aide à une troupe étrangère au corps, violemment attaquée, après avoir relevé sa compagnie. »

Le lieutenant Rouan était un brillant officier, sorti dans les premiers de l'Ecole de Saint-Cyr. Par une cruelle ironie du sort, il fut nommé capitaine le matin même du jour où il tombait frappé par les balles ennemies, à l'âge de vingt-cinq ans. Sa famille habite 52, rue de l'Ecole-Normale, à Caudéran.

Emprunt de la ville de Bordeaux 1891

Le trente-huitième tirage des Obligations de l'Emprunt de 1891 a eu lieu le 10 décembre 1918, à l'hôtel de ville. Voici les numéros sortis :

229 Obligations remboursables à 499 fr. 52

(déduction faite de 0 fr. 48 pour l'impôt sur la prime)

1611	1612	1613	1614	1615	1616	1617	1618	1619
1729	1731	1732	1733	1734	1735	1736	1737	1738
1739	1740	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387
2388	2389	3390	3451	3452	3453	3454	3455	3456
3457	3458	3459	3460	3541	3542	3543	3544	3545
3546	3547	3548	3549	3550	3911	3912	3913	3914
3915	3916	3917	3918	3919	3920	4751	4752	4753
4754	4755	4756	4757	4758	4759	4760	4761	4762
4763	4764	4765	4766	4767	4768	4769	4770	5681
5982	5983	5984	5985	5986	5987	5988	5989	5990
6881	6882	6883	6884	6885	6886	6887	6888	6889
6890	7151	7152	7153	7154	7155	7156	7157	7158
7159	7160	7621	7622	7623	7624	7625	7626	7627
7628	7629	7630	7751	7752	7753	7754	7755	7756
7757	7758	7759	7760	7981	7982	7983	7984	7985
7986	7987	7988	7989	7990	8801	8802	8803	8804
8805	8806	8807	8808	8809	8910	8911	8912	8913
8914	8915	8916	8917	8918	8919	8920	10011	10012
10013	10014	10015	10016	10017	10018	10019	10020	10241
10242	10243	10244	10245	10246	10247	10248	10249	10250
10251	10252	10253	10254	10255	10256	10257	10258	10259
10260	10281	10282	10283	10284	10285	10286	10287	10288
10289	10290	10441	10442	10443	10444	10445	10446	10447
10448	10449	10450	10451	10452	10453	10454	10455	10456
10457	10458	10459	10460					

Les obligations seront remboursables et les coupons n. 55 (coupons de certificats nominatifs 3 fr. 31 net; coupons d'obligations au porteur, 7 fr. 61 net) seront payables à partir du 1er janvier 1919 : à Bordeaux, en l'hôtel de ville; à Paris, au Crédit lyonnais; et en province, dans les succursales de cet établissement.

BORDEAUX

1

Il y a un an

2 JANVIER 1918

Décret plaçant tous les navires marchands français sous les ordres directs de l'Etat.

Promulgation de la loi sur les impôts nouveaux et la taxe de luxe.

En Espagne, le palais royal de la Granja, situé près de Ségovie, est détruit par un incendie.

1919

Par une matinée grise et tiède, mais qu'un clair soleil n'a pas tardé à illuminer et qui semblait un renouveau de printemps, s'est ouverte à Bordeaux l'année 1919.

Dans les rues, où l'on ne voyait plus les cortèges d'antan de notabilités en cravates blanches et gants crème, en chapeaux haut de forme, allant rendre les traditionnelles et officielles visites, l'animation était considérable. Les magasins, restés ouverts étaient envahis par une foule nombreuse. Tout semblait à la joie.

Nos amis d'Amérique, nos alliés, ont gaîment annoncé l'apparition de 1919. Au dernier coup de minuit, mardi soir, les navires en rade ont fait « chanter » leurs sirènes. Ce fut un concert assourdissant, auquel se mêlaient de multiples détonations, et dont le bruit se répandit au loin. Nos concitoyens, réveillés en sursaut, crurent un moment que quelque terrible événement venait de se produire... Il n'en était rien. C'était le salut à 1919, l'année de la Paix succédant à l'année de la Victoire.

Courrier des Etats-Unis

« LA-LORRAINE »

Le paquebot « La-Lorraine », commandant Sous, parti de New-York le 23 décembre, après avoir fait une bonne traversée, arrivait à Bordeaux mercredi matin à six heures.

A sept heures, le débarquement commençait, et les 917 passagers prenaient avec satisfaction contact avec la terre ferme.

Le voyage s'est effectué très normalement; la Noël a été bien fêtée à bord, et c'est avec une franche gaîté que les passagers ont marqué la fin de l'année. Un concert donné au profit des secours aux blessés de guerre, organisé sur l'initiative de quelques voyageurs, a permis de récolter la somme de 8,000 francs. M. Paul Capellari, du Théâtre-Français, de retour d'une brillante tournée en Amérique du Nord, a concouru à cette bonne œuvre en interprétant quelques émouvants poèmes d'actualité.

Les dernières impressions sur la grande cité américaine sont on ne peut plus favorables. L'activité commerciale a repris son essor d'avant-guerre. Les restrictions ne sont plus qu'un souvenir, et la terrible grippe espagnole, vaincue à son tour, a abandonné la partie.

Parmi les passagers de cabine, citons : Mme Avril de Sainte-Croix, présidente de plusieurs œuvres philanthropiques pour lesquelles, au nom d'une commission extra-parlementaire, elle vient de faire aux Etats-Unis une série de conférences; Mlle Butts, femme de lettres américaine très connue, qui a traduit en français quelques œuvres du grand H. Wells; Mme Hamilton Lewis, femme d'un sénateur de Chicago; M. de Laboulaye, secrétaire de l'ambassade française à Washington, et Mme de Laboulaye; M. Normand, plénipotentiaire de l'ambassade anglaise, qui représentera le Japon à la Conférence de la paix; M. S. J. Stern, grand avocat de New-York, qui vient à Paris pour s'y fixer définitivement; MM. Lloyd Warren et G. Atterbury, deux éminents architectes américains, qui viennent en France établir divers plans pour la reconstruction de nos régions dévastées; M. Chéradame, homme de lettres; enfin, M. de Lazovert, d'origine polonaise, médecin de la Faculté de Paris, qui a été mêlé d'une façon particulière aux affaires tragiques qui ont amené la révolution en Russie.

Egalement à bord un contingent de 200 soldats polonais volontaires, sous la conduite du commandant Rostand, lequel a fait partie à New-York de la mission présidée par M. Tardieu.

Les Polonais, qui ont été salués à leur débarquement par le lieutenant Rousset, adjoint au major de la garnison, et par un piquet d'honneur du 144e d'infanterie, ont été dirigés sur la caserne Carayon-Latour, d'où ils partiront jeudi après-midi pour rejoindre l'armée autonome polonaise qui en ce moment combat glorieusement pour l'indépendance de la Pologne reconstituée.

Ravitaillement civil

Vente de carottes et de topinambours par la municipalité

Jeudi 2 janvier courant, la municipalité fera vendre des carottes et des topinambours sur les marchés ci-après : Capucins, marché des Grands-Hommes, marché de Lerme, marché des Chartrons et Grand-Marché.

Les heures et les prix de vente ne sont pas modifiés.

Ligue fraternelle des Enfants de France

Dimanche, après-midi, le grand amphithéâtre de l'Athénée était envahi de bonne heure par une foule nombreuse accourue pour assister à l'Arbre de Noël annuel offert par l'œuvre aux nombreux enfants réfugiés et de notre ville secourus par elle.

La réunion était présidée par Mme la baronne d'Eichtal, présidente d'honneur auprès de qui se trouvaient Mlle Cazeaux, vice-présidente; Mlle Guillemot, trésorière; Mme Cadenaulé, secrétaire général adjoint; M. Max-Vadard, secrétaire général, ainsi que les membres du comité. De nombreux officiers américains et dames de la Croix-Rouge américaine étaient dans la salle.

La musique du 332e régiment d'artillerie de campagne du camp de Souge prêtait son concours et fut très applaudie, notamment dans des morceaux de chant et surtout en exécutant l'Hymne national américain et la « Marseillaise » écoutés debout.

En quelques mots, M. Nadaud remercie la Croix-Rouge américaine et les officiers américains qui avaient envoyé des dons nombreux en friandises pour les enfants. Il a adressé aussi les remerciements du comité à la musique américaine venue tout exprès du camp de Souge pour donner plus d'éclat à cette séance charmante.

Après quoi, il fut distribué des paquets de vêtements et de jouets aux enfants pendant que s'éteignaient les dernières bougies des deux magnifiques arbres de Noël.

La matinée s'est terminée par une séance cinématographique qui, tour à tour a fait couler des larmes et déchaîné le fou-rire.

Croix-Rouge française

Les infirmières brevetées des trois Sociétés de la Croix-Rouge désireuses de se dévouer à l'hygiène et à la protection de l'enfance, sont prévenues que l'Association des infirmières visiteuses de France (section girondine) organise un enseignement théorique et pratique de puériculture.

S'adresser, 13, rue Guiraude, de 10 h. à 11 h., pour inscriptions et renseignements.

Fédération sténographique

Les dernières inscriptions aux cours hebdomadaires, publics et gratuits, de sténographie, organisés par la Fédération sténographique française, seront reçues à la prochaine leçon :

Ecole des garçons, rue Saint-Maur, cours mixte, samedi 4 janvier, à 5 h. 50 du soir, élémentaire; à 6 h. 30, supérieur.

Ecole pratique de commerce et d'industrie, rue David-Johnston, 44, cours réservé aux jeunes filles, dimanche 5 janvier, à 9 heures du matin, élémentaire; à 10 heures, supérieur.

Ecole rue Léonard-Lenoir, à La Bastide, cours de garçons, mercredi 8 janvier, à 8 h. 30 du soir.

Droit d'inscription à verser à cette leçon : 2 fr., réduit à 1 fr. pour les élèves ayant moins de seize ans.

Arrivée de soldats démobilisés

Un convoi d'environ 600 soldats démobilisés venant du front est arrivé mercredi, vers quatre heures du matin, en gare de Bordeaux.

Ces soldats, qui appartiennent à la région de Bordeaux et du Sud-Ouest, ont été répartis dans diverses casernes de notre ville, d'où ils seront ensuite renvoyés dans leurs foyers.

Quelques arrestations

Pour vol à l'étalage, M. le Commissaire de police du 8e arrondissement a opéré mardi deux arrestations. L'une des deux inculpées, qui n'a que treize ans, a été laissée en liberté en raison de son jeune âge.

— Deux manœuvres espagnols, sans domicile fixe, ont été arrêtés pour vol de 11 kilos de graisse commis sur le quai du deuxième bassin des docks.

La série des vols

Pendant que Mme Masquin, marchande de poisson au marché des Capucins, rendait la monnaie à une cliente, un adroit filou profita de son inattention pour lui enlever son portefeuille, renfermant 400 fr.

— Dans la journée de mardi, des malfaiteurs ont pénétré à l'aide de fausses clés chez M. Louis Poupart, chaudronnier, 2, rue Ambroise. Après avoir fouillé tous les meubles, ils n'ont pu emporter qu'un billet de 100 francs.

— Le même jour, vers sept heures du soir, on a dérobé l'attelage de M. Léon Menard, brocanteur, pendant que celui-ci était entré dans un bar de la place du Pont.

— La bicyclette de M. Pierre Videau, domicilié à Bègles, lui a été volée devant un bureau de tabac de la route de Toulouse.

Enfant disparu

Le jeune Georges Asurmendi, âgé de douans et demi, a quitté le 10 mai 1918 le domicile de ses parents, et n'a plus reparu.

Voici son signalement : taille moyenne, cheveux châtain clair, cicatrice au nez, deux dents cassées.

Les personnes qui pourraient fournir des renseignements au sujet du jeune disparu sont priées de les communiquer à la famille, demeurant actuellement au quartier du Poujeau, à Pessac.

CHRONIQUE DU PALAIS

A L'INSTRUCTION

Le meurtre de la rue de la Chartreuse

C'est M. le juge Lanoire qui est chargé de suivre l'instruction relative au meurtre du noir Baker-Sicey sur qui, samedi soir, un inconnu tira deux coups de revolver, alors qu'il passait rue de la Chartreuse. On sait que Baker-Sicey est mort à l'hôpital des suites de ses blessures. Avant de rendre le dernier soupir, il a pu fournir, concernant son meurtrier, quelques indications qui permettront peut-être de retrouver le coupable.

COUR D'APPEL (4e CHAMBRE)

Présidence de M. DAVID, président

L'affaire des maïs

Vingt-deux acquittements

Peut-être n'a-t-on pas oublié que vingt-deux négociants en grains avaient été poursuivis en correctionnelle à la requête du parquet qui les inculpait de spéculation illicite sur les maïs. Tous répondirent qu'ils avaient acheté assez cher ce grain et qu'ils l'avaient revendu avec un bénéfice très modeste, le bénéfice normal.

Le tribunal, sans juger au fond, ordonna que la comptabilité de ces négociants serait examinée, et commit M. l'expert Darqué aux fins de vérifier pour chacun des inculpés les prix auxquels ils avaient acheté, puis vendu les maïs.

Sur appel, la 4e chambre de la cour, vient de décider que c'est au ministère public qu'il appartient d'apporter devant le tribunal la preuve de la culpabilité d'un prévenu et, jugean l'affaire en l'état, a prononcé l'acquittement des vingt-deux négociants poursuivis.

Théâtres et Concerts

Appolo-Théâtre

« LA COCARDE DE MIMI PINSON »

Le public ayant toujours manifesté un goût très prononcé pour la « Cocarde de Mimi Pinson », c'est cette opérette d'Henri Goublier que la direction de l'Apollo lui offre en ces jours de fête du Nouvel An. Aux interprètes habituels qui ont bien souvent mené la pièce au succès, Mlle Jenny Syril est venue prêter le concours d'un talent qui s'affirme de la façon la plus séduisante dans le rôle de Marie-Louise. Nous avons déjà vu Mlle Syril dans ce rôle. Elle nous a encore charmés par sa voix éminemment agréable et par cette exquise sensibilité, grâce à laquelle Marie-Louise, déjà si sympathique dans la pièce, nous semble, présentée par Mlle Syril, plus aimable, plus gracieuse, plus dévouée encore.

M. Caruso, dans le rôle de Jean Robichon, est toujours très applaudi, et aussi M. Gaury, plaisant La Mazette; Mlle Darnois, un Bourriche des plus réjouissants; Mlle Lya Ceddès, qui a trouvé dans le rôle de Zoé une de ses meilleures créations à la scène; Mme Lejeune, menant si rondement le rôle de la cuisinière Sophie.

M. Caruso a fait applaudir « la Madelon de la Victoire », reprise en chœur par les figurants et le public.

Mlles Dina-Lorenzi et Avril ont été fort appréciées dans le ballet alsacien du dernier acte.

C. P.

Alhambra-Théâtre

« 1919-REVUE »

Les revues se suivent, sans se ressembler, au programme de l'Alhambra. La piècette de MM. Soury et Audy cultive copieusement le plaisant en le mêlant au sévère.

Les actualités bordelaises ouvrent le feu, piquantes, sans venin, filées avec art sans prétention, et les œuvres de Rostand, évoquées dans des décors gracieux par les héros du poète qui font sonner des vers lumineux, terminent le spectacle en lyrisme patriotique.

Interprétation jeune et allègre avec Mlle Chabry, qui chante clair; le compère Maxell, la fantaisiste Farnèze, la pafnétique Denots, MM. Bosc et Renial. M. Willy Garrigue, dans de pittoresques compositions, notamment le Merle fameux, et M. Bachelet, en Cyrano, saluant les poilus avec une chaleureuse noblesse.

On a fort applaudi pendant les scènes et à la chute du rideau. Orchestre sûr, sous la baguette de M. Lust.

1er janvier 1919, à 8 h. 30 : « 1919 », revue.

Les grandes tragédies françaises à l'Alhambra

Nous rappelons que la série des grandes tragédies françaises organisée par M. Marcel Soarez, au profit des mutilés de la face, donnera, jeudi 9 janvier, à l'Alhambra, sa deuxième représentation avec « BRITANNICUS », de Racine.

Marcel Soarez, dans le rôle de Néron; Mme Neith-Blanc, dans le rôle d'Agrippine, dont elle est titulaire à l'Odéon.

Location chez Delmouly.

Bouffes-Music-Hall

LA NOUVELLE TROUPE

La nouvelle troupe de music-hall réunit les attractions les plus variées et les plus intéressantes. Le muscle, l'adresse, le chant, l'art de la force et du dressage sont représentés par des numéros de premier plan, dont deux ou trois suffiraient à faire le succès d'une soirée.

On a fêté Georgianni et les quatre lions du professeur Laurent, épisode dramatique; les fois de la carabine, les Falow Bill; les prestigieux acrobates Betty et Partner, des cyclistes extraordinaires; le prestidigitateur Welma, des barristes qui ne sont barrés par personne, un émule artiste de Dalbret, Francinel, Léonard, son nain et ses chiens dressés; Zozo, etc.

Voilà un spectacle certain de satisfaire tous les goûts sans fatiguer les méninges ! L'accueil fait aux nouveaux num